

Le retour de Ned Ludd. Le luddisme et ses interprétations

À propos de :

– **KEVIN BINFIELD (ED.),**

Writings of the Luddites,

Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 2004, 279 p., \$ 49.95

– **VINCENT BOURDEAU, FRANÇOIS JARRIGE, JULIEN VINCENT,**

Les Luddites. Bris de machines, économie politique et histoire,

Maisons-Alfort, éditions è@e, 2006, 157 p., 15 €

Philippe MINARD

Les luddites sont de retour : c'est ce que proclama en 1995 le journaliste Kickpatrick Sale, qui brisa un ordinateur devant 1 500 personnes lors d'une conférence au New York City Town Hall, et publia la même année un livre sacralisant l'action des luddites anglais du XIX^e siècle¹. En se qualifiant de « néo-luddites », divers mouvements contestant le développement incontrôlé de la technologie revendiquent ainsi l'héritage, pourtant lointain, des ouvriers du textile insurgés contre les machines accusées de les priver d'emploi. De même, une récente synthèse sur *Les briseurs de machines* en Angleterre et en France, établit le même type de rapprochement, avec un sous-titre qui dessine une généalogie significative : *De Ned Ludd à José Bové*². Suivant un processus bien connu, la mise en cause politique des usages de la technologie sollicite l'histoire, à la recherche de précédents voire de mythes fondateurs. L'enjeu est d'importance, à l'heure où la question de l'empire de la technologie entend se soustraire sans débat au questionnement démocratique.

Les historiens sont ainsi conduits à revisiter cet épisode, bref mais intense, au cours duquel trois régions anglaises se sont trouvées en état quasi-insurrec-

Hommage à la mémoire de Stephan « Larry » Epstein.

1. Le livre-manifeste *Rebels against the Future: the Luddites and their War on the Industrial Revolution* est aujourd'hui traduit en français : Kirkpatrick SALE, *La révolte luddite. Briseurs de machines à l'ère de l'industrialisation*, Paris, L'échappée, 2006.

2. L'auteur est un journaliste scientifique de renom : Nicolas CHEVASSUS-AU-LOUIS, *Les briseurs de machines. De Ned Ludd à José Bové*, Paris, Seuil, 2006.

tionnel des mois durant (cf. figure 1 : géographie des émeutes, p. 245). Les bris de machines sont d'abord le fait des bonnetiers des Midlands : partis du Nottinghamshire en mars 1811, les émeutes s'étendent aux comtés de Leicester et de Derby, et durent jusqu'en février 1812. Des troubles similaires éclatent dans la draperie du West Riding of Yorkshire en janvier 1812, où les violences atteignent leur apogée à Rawfolds, en avril, avec la célèbre attaque de la manufacture de William Cartwright, transformée en camp retranché face aux 150 assaillants. Enfin, le nord-ouest cotonnier connaît des événements comparables autour de Manchester (Lancashire) et Stockport (Cheshire) entre février et avril 1812. La répression en vient à bout, mais ces régions connaissent encore des émeutes sporadiques jusqu'en 1817. Un trait commun rassemble ces mouvements et les distingue des révoltes ouvrières antérieures : la référence à «Ludd», qualifié de «roi», «général» ou «capitaine» selon les cas. Le bris de machines n'est certes pas une nouveauté, et les ouvriers de divers métiers ont utilisé ce moyen violent de «négociation collective par l'émeute», selon les termes d'Eric Hobsbawm, bien avant ces épisodes de 1811-1812 : Londres a connu de tels mouvements en 1675, 1710 et 1768, Nottingham en 1778, et les attaques se sont multipliées dans les années 1790-1800. Mais c'est en 1811 que les ouvriers insurgés se sont donné un leader supposé, empruntant le nom d'un apprenti, Ned Ludd, qui aurait brisé un métier à tisser chez son maître en 1779, à Leicester³. Dès lors, les révoltés se sont mis à signer du nom de «Ludd» leurs proclamations, ainsi que les pétitions et les nombreuses lettres de menaces qu'ils envoyaient aux propriétaires de machines et aux autorités.

Le luddisme a donné lieu à une historiographie impressionnante et à des débats d'interprétation intenses, concernant notamment le degré de politisation des ouvriers insurgés. Fallait-il voir là la geste désespérée de «primitifs de la révolte» voyant leur ancien univers disparaître, ou bien les prodromes de l'action syndicale ? Les historiens, du reste, utilisent un vocabulaire fluctuant pour qualifier l'attaque des usines et la destruction des machines : manifestations, révoltes, émeutes, désordres, rébellion, mouvement, campagne, ou plus simplement... «luddisme». L'enjeu est double : il s'agit d'une part de comprendre pourquoi et comment l'action ouvrière a pris la forme du bris de machines, et d'autre part, comment on passe du bris de machine au luddisme. Pour cela, deux ouvrages récents fournissent une aide précieuse⁴.

LA PAROLE DES PERDANTS

Le livre de Kevin Binfield, sur les écrits des luddites, apporte une contribution fondamentale à une relecture du phénomène dans la mesure où il

3. C'est du moins ce qu'affirme *The Nottingham Review* du 20 décembre 1811.

4. Les deux ouvrages commentés donnent de très nombreuses références en notes, et celui de K. BINFIELD offre une bibliographie détaillée en fin de volume. On a donc limité ici les notes de bas de page au minimum.

donne à lire la parole des révoltés eux-mêmes. Beaucoup d'historiens ont en effet, comme Duncan Bythell, déploré de ne souvent pouvoir apercevoir l'action des tisserands et autres ouvriers qu'à travers les dires de leurs maîtres ou les rapports des autorités⁵. Rappelant le souci d'Edward Thompson, qui voulait écrire une histoire sociale vue d'en bas et «sauver de l'immense condescendance de la postérité le pauvre tricoteur sur métier, le tondeur de drap luddite, le tisserand qui travaille encore sur un métier à main», K. Binfield est parti à la recherche des écrits luddites ; il a écumé les archives et nous livre une collection remarquable. Nous pouvons ainsi lire les mots des perdants, sinon la vision des vaincus, à travers adresses, pétitions, proclamations et lettres de menaces, mais aussi poèmes et chansons, souvent signés Ludd (et parfois placés aussi sous les auspices de Robin des Bois)⁶. Au-delà de simples doléances ou listes de revendications, on y découvre des analyses économiques mais aussi politiques, dépassant le seul contexte local et mettant en cause le gouvernement, les députés, les institutions et leurs défauts.

Les documents sont regroupés par grande région (chaque région concerne un secteur textile particulier, même si parfois, les émeutes ont pu impliquer des ouvriers d'autres métiers) : 56 textes (dont quelques-uns, sont donnés également sous forme de reproduction photographique) viennent des Midlands (en 1811-1812, 1814 et 1817), 23 du nord-ouest de l'Angleterre, et 25 du Yorkshire (presque exclusivement de 1812 dans les deux cas). L'intention de l'auteur est de permettre une véritable analyse du discours des luddites des trois zones concernées, de les comparer, et de confronter les résultats aux interprétations récentes proposées par les historiens sur la base de travaux monographiques locaux. Chaque document est soigneusement présenté, et l'ensemble est précédé d'une introduction générale de 67 pages résumant les conclusions personnelles de l'auteur. Les tenants les plus acharnés du « tournant linguistique » et de l'analyse textuelle pourront certes lui reprocher de ne pas s'avancer assez dans une étude en termes de « langages » spécifiques, mais son objectif se limite explicitement à l'édition critique des documents, et il ne prétend pas en faire une étude détaillée⁷.

USAGES ET INTERPRÉTATIONS DU LUDDISME

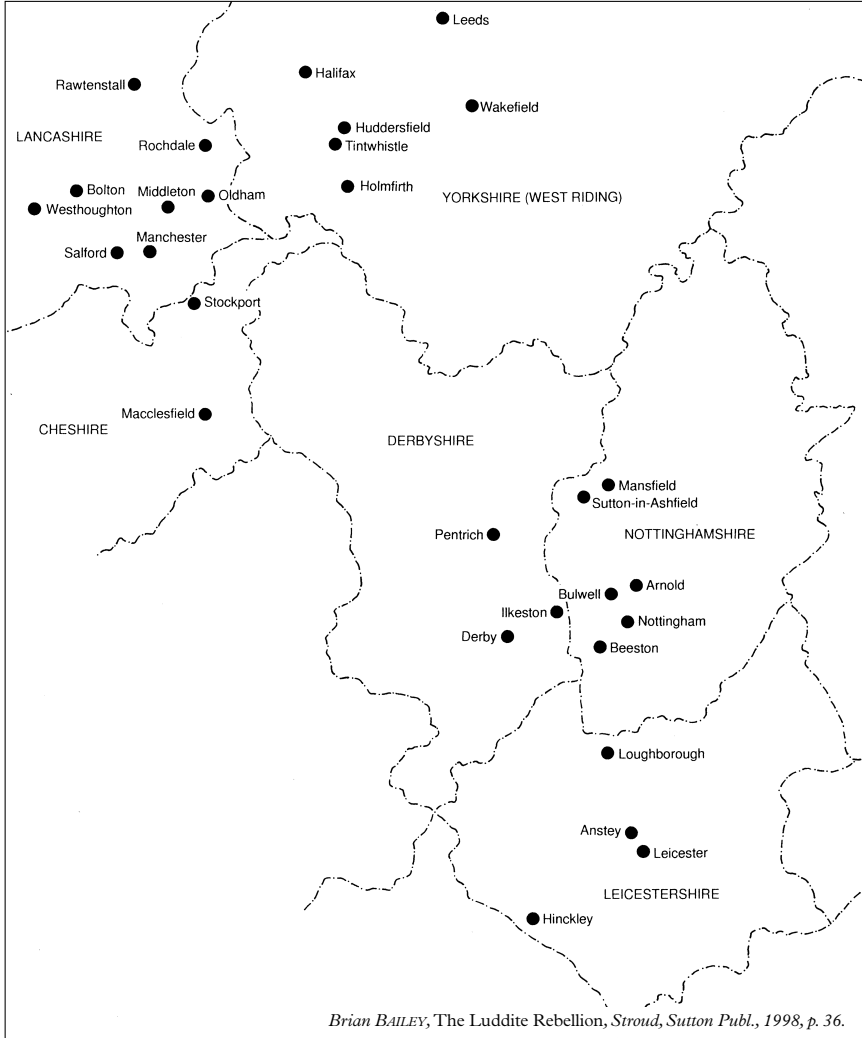
Les Luddites. Bris de machines, économie politique et histoire, livre collectif réunissant deux historiens et un philosophe, se présente tout autrement : il a le double avantage d'offrir une synthèse claire et commode sur les événements,

5. Duncan BYTHELL, *The Handloom Weavers. A Study in the English Cotton Industry during the Industrial Revolution*, Cambridge, Cambridge University Press, 1969, p. 21.

6. On trouvait jusqu'à présent, en français, certains documents ou extraits dans la traduction de *La Formation de la classe ouvrière*. Signalons que le chapitre 3 (p. 33-50) de N. CHEVASSUS-AU-LOUIS, *Les briseurs de machines*, op. cit., contient de larges citations traduites des textes publiés par Binfield.

7. Les reproches de Marc STEINBERG dans *Enterprise & Society*, 7/1, 2006, p. 195, paraissent donc peu fondés.

DOCUMENT 1

Géographie des émeutes luddites

le luddisme en actes, et de lier ensemble histoire et construction de l'objet par l'historiographie. Les deux tiers du livre analysent la construction d'une mémoire du luddisme, d'abord par ses adversaires, puis par les historiens.

Malgré sa défense fameuse par Byron devant la chambre des Lords en février 1812, le luddisme a surtout été construit par l'action gouvernementale et la répression, à travers l'élaboration d'une législation spécifique (le bris de machine est un crime qui devient passible de la peine capitale). C'est ensuite l'économie

politique qui s'est efforcée de disqualifier systématiquement toute forme supposée d'opposition au « progrès » : les luddites ne pouvaient être que de pauvres bougres misonéistes et bornés, incapables de discerner les bienfaits à terme du machinisme. Le luddisme était ainsi renvoyé aux oubliettes de l'histoire, parce que synonyme d'obscurantisme. Ce sont les historiens qui l'en sortiront.

Julien Vincent identifie deux moments clés. À la fin du XIX^e siècle, la redécouverte du luddisme est liée aux débats sur les transformations provoquées par la révolution industrielle et à l'institutionnalisation nécessaire des relations sociales : le luddisme et sa violence servent de repoussoir aux partisans de la légalisation d'institutions intermédiaires et de formes de négociation. C'est dans ce contexte que Barbara et John Lawrence Hammond, avec *The Skilled Labourer* (paru en 1919 mais conçu dans les années 1900), « inventent » le luddisme, qui entre alors dans l'imaginaire politique britannique⁸. Historiens et journalistes proches du parti libéral, ils sont partisans d'une démocratie sociale et inclinent à voir dans les luddites des proto-syndicalistes qui auraient basculé dans la violence par la faute du gouvernement tory, lui-même intoxiqué par ses agents provocateurs. Bref, c'est la criminalisation de 1812 qui a alimenté le danger de conspiration révolutionnaire qu'elle entendait dissuader.

La seconde date-clé est 1963 : on ne saurait trop souligner le tournant majeur qu'a constitué la parution du maître-livre d'Edward P. Thompson, *La formation de la classe ouvrière anglaise*⁹. Sans doute ne faudrait-il pas pour autant sous-estimer l'article qu'Eric Hobsbawm a consacré aux « briseurs de machines » dans le premier numéro de *Past & Present* en 1952 : le concept de « négociation collective par l'émeute » entraîne en effet un basculement dans l'interprétation, permettant d'échapper au soupçon de technophobie qui pesait sur les luddites, et de donner un autre sens à leur action que celui d'une « jacquerie industrielle, vaine et frénétique », ou d'un « débordement d'excitation et d'esprits échauffés »¹⁰. Il s'agit bien d'une stratégie destinée à intimider les manufacturiers (même si pareille méthode paraît, selon l'historien, peu apte à fonder une résistance durable au capitalisme industriel). En ce sens, Hobsbawm ouvre la voie à Thompson¹¹.

En 1963, ce dernier a consacré un long chapitre à « l'armée de justiciers » luddites. L'apport est double. D'une part, il montre l'usage possible des archives de

8. Barbara et John Lawrence HAMMOND, *The Skilled Labourer, 1760-1832*, Londres, Longmans-Green, 1919.

9. Edward P. THOMPSON, *La formation de la classe ouvrière anglaise* (1963), Paris, Gallimard-Seuil, 1988.

10. Eric HOBBSAWM, « The machine-breakers », *Past & Present*, 1, février 1952, p. 57-70, trad. fr. « Les briseurs de machines », *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, 53-4 bis, supplément 2006, p. 13-28. Signalons aussi le chapitre très documenté publié peu de temps après dans la thèse de François CROUZET, *L'économie britannique et le blocus continental (1806-1813)*, Paris, PUF, 1958, p. 770-808.

11. De façon étonnante, Bourdeau, Jarrige et Vincent passent assez vite sur les travaux d'Hobsbawm et de Thompson, alors qu'ils consacrent de longues pages à résumer des livres assurément moins marquants (et parfois de façon approximative, dans le troisième chapitre, où l'on ne voit pas toujours en quoi telle ou telle analyse éclaire la compréhension précise du luddisme).

la répression (les fameuses cotes HO 42 du Home Office, qu'avait utilisées Barbara Hammond) ; d'autre part, il analyse les liens entre les revendications économiques ou sociales et les formes de mobilisation politique : le luddisme s'inscrit à la fois dans l'histoire du trade-unionisme et dans celle du radicalisme, deux mouvements également exposés à la répression, dans le contexte des *French Wars* des années 1790-1800. C'est la rencontre de deux « traditions secrètes ».

En effet, pour Thompson, le luddisme est une réaction à la disparition de la vieille législation dite « paternaliste » et au triomphe du laisser-faire dans les relations sociales manufacturières. La violence surgit quand les ouvriers ont épuisé les moyens légaux de défense des règles anciennes et des coutumes du métier (quand bien même les barrières qu'elles pouvaient représenter étaient en partie illusoire). Ils s'insurgent ainsi contre la prolétarianisation manufacturière, leur rabaissement au statut de *servant*, au nom du passé coutumier. En cela, ils appartiennent à l'univers « pré-syndical », à l'esprit des *guilds*. Mais Thompson insiste aussi sur l'organisation poussée du mouvement, et ses aspects politiques et révolutionnaires, structurés par des militants radicaux et « jacobins » : en 1812, le mouvement serait devenu quasi-insurrectionnel. De cette manière, le luddisme prend ainsi place dans la longue histoire de la formation d'une conscience de classe ouvrière par l'expérience politique. Thèse dont Malcolm Thomis a pris le contre-pied, en 1970, affirmant que le nombre et la gravité des incidents violents ont été exagérés, et ne voyant dans le luddisme qu'un phénomène purement « industriel » dénué de dimension politique et plus encore de portée révolutionnaire¹².

La question ouverte par Thompson, est en réalité plus large, qui interroge les modes d'articulation précis, spécifiques à chacune des trois régions concernées, entre trois éléments : la question du machinisme et de sa perception ; le rôle éventuel d'une « économie morale » ouvrière attachée aux coutumes du métier et à la régulation du marché du travail ; et enfin la continuité (ou au contraire la solution de continuité) entre les formes de mobilisation fondées sur la tradition et la solidarité communautaire, d'une part, et la « tradition souterraine » jacobine et radicale, d'autre part, avec chacune leur langage propre¹³.

12. Malcolm THOMIS, *The Luddites: Machine-Breaking in Regency England*, Newton Abbott, David & Charles/Archon Books, 1970. Voir aussi son *Luddism in Nottinghamshire*, Londres, Phillimore, 1972. C'est encore cet aspect qui retient François CROUZET dans la longue introduction à la seconde édition de sa thèse (Paris, Economica, 1987), p. LXXXVII-XCVII.

13. Dans sa contribution, Vincent Bourdeau discerne, après les années 1960, trois approches distinctes : « une approche historique compréhensive, substituant au concept de classe ouvrière celui de communauté (communauté de métier, communauté culturelle ou encore communauté politique selon les nuances), une approche en termes de langages politiques, cherchant à retrouver la parole ouvrière et son message sans les recouvrir immédiatement d'un commentaire construit à l'avance, enfin une sociologie constructiviste des techniques dans laquelle la « machine », objet de la colère luddite, se trouve replacée au centre de l'analyse et devient un sujet (au sens d'un acteur) de l'histoire du luddisme » (p. 101). Ces trois approches paraissent également légitimes, mais malheureusement trop peu articulées, comme si l'on reproduisait une sorte de compartimentage analogue à celui que dénonçait E. P. Thompson entre l'économique et le politique.

Or, si l'historiographie s'est longtemps concentrée sur les deux derniers aspects (la question des coutumes du métier et de l'économie morale ouvrière, et celle de la portée politique ou non du mouvement), le livre de Bourdeau, Jarrige et Vincent, entend revenir au premier aspect, celui de l'acceptation sociale des machines. Une attention nouvelle est ainsi portée aux enjeux de la construction sociale des « artefacts techniques », manifestement inspirée par un « néo-luddisme » cherchant à jeter les bases d'une « philosophie contemporaine de la destruction technologique »¹⁴. Mais on peut regretter que les auteurs se limitent à présenter les thèses de David F. Noble, *Progress without People. New Technology, Unemployment and the Message of Resistance* (1995) ou de S. Woolgar et K. Grint, *The Machine at Work. Technology, Work, Organisation* (1997), sans pousser plus avant une véritable réflexion interdisciplinaire, par la conjonction de leurs compétences respectives. Il est clair que l'apport des ouvrages en question, consacrés à la critique du déterminisme technologique et du mythe de la technique, corollaire du « progrès des civilisations », ne se situe pas sur le plan de la discipline historique. Vincent Bourdeau le concède du reste volontiers : chez ces auteurs, « le souci de définir une démocratie technique fait passer au second plan l'entreprise savante de compréhension du mouvement luddite proprement dit » (p. 130). Or, on peut se demander si l'approche anti-essentialiste des néo-luddites contemporains ne reproduit pas, en inversant simplement les pôles positif et négatif, la sur-valorisation de la machine opérée par l'économie politique du XIX^e siècle. Il faut donc examiner jusqu'à quel point et de quelle manière la machine était réellement en cause en 1811-1812. Si Bourdeau, Jarrige et Vincent peuvent à bon droit revendiquer l'application au luddisme d'une approche en termes SCOT (*Social Construction of Technology*), issue du renouvellement heuristique de l'histoire et de la sociologie des techniques, sous l'étendard des *social studies of science*, ils ne la mettent pas véritablement en œuvre et ne remplissent pas tout à fait le programme qu'ils défendent. Pourtant, si l'on veut démonter le raisonnement piégé de l'économie politique, qui assimile toute contestation de la technologie à une manifestation d'obscurantisme, il faut sans doute entrer dans plus de détails, pour montrer combien les adversaires des luddites avaient tort de réduire le refus des mécaniques à la seule figure d'une défense de l'emploi bornée au très court terme : il y a plus d'une raison pour les ouvriers de s'attaquer aux machines. Si l'on veut établir qu'une communauté de problème (plutôt qu'une généalogie illusoire) relie effectivement les luddites du XIX^e siècle aux militants anti-OGM contemporains, il faut exhumer leurs raisons. La lecture des ouvrages de Binfield, et Bourdeau, Jarrige et Vincent incite ainsi à proposer quelques hypothèses.

14. V. BOURDEAU, F. JARRIGE, J. VINCENT, « Le passé d'une désillusion : les luddites et la critique de la machine », *Actuel Marx*, 39, 2006, p. 145-166 (citation p. 148).

LA MACHINE, LE SALAIRE, L'AUTONOMIE

L'examen des raisons d'agir des luddites gagne tout d'abord à être replacé dans le contexte des évolutions récentes de l'histoire économique de la période, qui a abandonné le récit héroïque des progrès de la mécanisation. Le mythe de la «révolution industrielle» a laissé place à une réévaluation des formes de production manufacturière non concentrée, à une analyse différenciée des formes proto-industrielles. De même, le monde artisanal et l'univers corporatif ne sont plus considérés comme synonymes d'archaïsme et de misonéisme. L'analyse des résistances ouvrières éventuelles face à l'implantation de nouveaux dispositifs techniques s'en trouve enrichie, avec une attention soutenue portée aux pratiques d'organisation du travail, aux formes de rémunération, aux marges d'autonomie laissées ou non aux opérateurs. Ainsi, l'hostilité des ouvriers papeteriers d'Annonay à l'introduction du moulin à la hollandaise, en 1781, qui provoquera leur lock-out par Montgolfier, s'explique bien moins par une opposition de principe à la machine que par un refus de la nouvelle organisation du travail dont l'installation des machines est le prétexte ou l'occasion¹⁵.

Dans cette perspective, on peut se demander si la définition communément reçue du «luddisme» ne prête pas trop à l'idée d'une condamnation en soi de la machine «tueuse de bras» par les ouvriers: entrer dans ce schéma, n'est-ce pas souscrire *volens nolens* au discours de l'économie politique stigmatisant l'obscurantisme ouvrier? La question est sans doute moins l'intrusion de la machine elle-même que ce qu'elle entraîne en termes d'organisation du travail et de rémunération du travail – lesquelles doivent être examinées de façon minutieuse.

Pour cela, rappelons tout d'abord, dans le cas anglais, le poids de la crise économique conjoncturelle: l'Angleterre est soumise au blocus continental et aux conséquences du conflit qui l'oppose aux États-Unis. Napoléon et Madison peuvent être tenus pour responsables de la dépression industrielle des années 1811-1812, synonyme de chômage partiel et de baisse des salaires nominaux. En outre, la mauvaise récolte de 1811 entraîne une augmentation du prix moyen mensuel du blé de 75 %, entre juillet 1811 et août 1812. Bref, les salaires réels s'effondrent¹⁶.

Ces difficultés conjoncturelles s'ajoutent aux problèmes structurels qui touchent la main-d'œuvre du secteur textile. Dans le West Riding of Yorkshire, les tondeurs de draps (*shearmen*, ou *croppers*) sont confrontés à l'arrivée de deux nouvelles machines: la laineuse mécanique (*gig-mill*) qui remplace les chardons et cardes manuelles, et le métier à tondre automatique (*shearing frame*), qui se substitue au maniement des forces, ces énormes ciseaux que

15. Leonard N. ROSENBAND, *La fabrication du papier dans la France des Lumières. Les Montgolfier et leurs ouvriers, 1761-1805*, (2000), Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005.

16. Sur le mouvement des prix et des salaires, pour tout ce qui suit: F. CROUZET, *L'économie britannique, op. cit.*, p. 770-781.

maniaient les tondeurs, élite hautement qualifiée, véritable aristocratie ouvrière de la draperie¹⁷. Assurément, dans ce cas, la mécanisation menace l'emploi. La réaction des tondeurs est analogue à celle des peigneurs dans les années 1790 qui, après avoir combattu par pétition l'introduction du peignage mécanique et épuisé toutes les voies légales, se sont insurgés et ont brisé les machines. Tout comme le feront les ouvriers agricoles avec les batteuses lors des *Swing riots* des années 1830.

L'affaire est déjà moins claire dans le cas des tisserands à bras du Lancashire et du nord-ouest de l'Angleterre, qui travaillent le coton. On sait que si la mécanisation de la filature a commencé dès le milieu du XVIII^e siècle, elle est plus tardive pour le tissage. Avant la laine, c'est pour le coton que sont mis au point les premiers métiers mécaniques (*power loom*)¹⁸. Encore faut-il relativiser la menace sur l'emploi : en 1812, on compte seulement 2400 métiers mécaniques, contre 240 000 métiers à bras¹⁹. Mais la machine est synonyme de travail à l'usine, et non plus à domicile. La concentration usinière signifie le passage sous la coupe d'un contremaître, la perte de l'autonomie dans l'organisation du travail (l'indépendance du tisserand à domicile fût-elle largement illusoire). Surtout, plus encore que l'organisation du travail, c'est en réalité le salaire qui, à ce moment-là, préoccupe au premier chef les tisserands qui travaillent à façon, pour des manufacturiers donneurs d'ouvrage (dans le cadre du *putting-out* ou *Verlagssystem*). Le boom du marché cotonnier, entre 1785 et 1795, a entraîné à la fois une hausse des salaires, dans un premier temps, et un puissant afflux de main-d'œuvre. Mais ce dernier a été tel que le mouvement des salaires s'est inversé, retournement amplifié ensuite par la crise de 1810 : dans le Lancashire, les salaires nominaux, en moyenne annuelle, chutent de 30 %. Depuis 1799, les tisserands ont multiplié les adresses et pétitions réclamant la fixation de salaires minimaux par les *Justices of the Peace*, comme cela se pratiquait encore au début du XVIII^e siècle. De même, ils ont demandé l'arbitrage des conflits du travail par les JP, conformément à l'ancienne législation dite « paternaliste » qui existait dans le secteur voisin de la draperie. En vain. Les bris de machines découlent donc bien plus d'une angoisse

17. « Pour la perfection des apprêts, il est nécessaire que le drap soit lainé et tondu plusieurs fois ; [...] tirer du drap avec des chardons le plus grand nombre possible de poils, puis le raser au plus près de la corde et le rendre uni, doux, afin qu'il réfléchisse les couleurs, c'est lainer et tondre un drap », écrit l'élève inspecteur Delo Desauvois, dans son traité des draperies fines inédit de 1769 : voir l'analyse anthropologique de tous les gestes des métiers de la laine dans Gérard GAYOT, *Les draps de Sedan. 1646-1870*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1998 (citation p. 117).

18. L'illustration de la page 27 (V. BOURDEAU, F. JARRIGE, J. VINCENT, *Les Luddites, op. cit.*) semble sujette à caution et mériterait un commentaire : ce supposé « atelier de tissage équipé en métiers mécaniques conduits par des femmes », montrant un atelier propre et rangé, et des ouvrières en grande robe, ressortit à l'imagerie éthérée analysée par Roland BARTHES à propos des planches de l'*Encyclopédie* (« Image, raison, déraison », in Bernard GHEERBRANT (éd.), *L'univers de l'Encyclopédie*, Paris, Les Libraires Associés, 1964, p. 11). En outre, le livre de BAINES dont elle est tirée a paru en 1835, et en vingt ans, la technique a beaucoup évolué (cf. note suivante).

19. Edward BAINES, *A History of the Cotton manufacture in Great Britain* (1835), rééd. Londres, 1966, p. 229-231 ; Maxine BERG, *The Age of Manufactures, 1700-1820. Industry, Innovation and Work in Britain*, Londres, Routledge, 2^e éd. 1994, p. 245.

salariale, et d'une inquiétude devant la prolétarianisation usinière, avec sa discipline nouvelle, que d'une crainte pour l'emploi lui-même.

Enfin, dans les Midlands, autour de Nottingham (la région d'où est parti le mouvement luddite), la mécanisation n'est pas du tout en cause : les machines sont présentes depuis deux siècles ! Les bonnetiers (*framework knitters*, ou encore *stockingers*) louent le métier à tricoter les bas (*stocking-frame*) au marchand-fabricant qui leur fournit le fil. Or, l'accord conclu sur le tarif négocié en 1805 et 1807 est arrivé à expiration, et n'a pu être renouvelé. En 1811-1812, les tarifs ont reculé d'un tiers par rapport à 1805-1807. La violence tournée contre les machines ne les vise donc pas directement. Du reste, l'invocation d'une dégradation de la qualité par les bonnetiers n'est pas un simple prétexte. On peut voir, comme E. P. Thompson, dans le refus du travail bâclé, de la production au rabais, la défense d'une dignité du travailleur, qui craint de voir le tricotage sur métier devenir un métier « indigne » parce qu'il déserte le créneau du haut-de-gamme au profit d'une production bon marché²⁰. Mais il y a plus : à mon sens, l'enjeu est en fait la répartition entre temps de travail payé et non payé. Le tricoteur est payé à la pièce, en fonction d'un temps de travail estimé ; lequel varie en fonction de la qualité du produit. Pour un bas de moindre qualité, l'artisan gagne moins, mais comme la pièce est plus vite achevée, il s'y retrouve, apparemment. Toutefois, ce raisonnement ne tient compte que du temps de travail payé. Or, chaque pièce suppose un temps de travail non payé : le montage des fils sur le métier. Ce temps est fixe, quelle que soit la qualité du fil utilisé. S'il faut faire plus de pièces dans la journée ou la semaine pour gagner la même somme, le temps de travail non payé augmentera fortement²¹.

Autrement dit, derrière l'invocation de la justice et de la coutume se cachent des combats qui concernent les conditions du marché du travail et de sa régulation. La « négociation collective par l'émeute » peut donc prendre la forme du bris de machines sans que pour autant la défense de l'emploi lui-même, face aux mécaniques « dévoreuses d'hommes », en soit la cause directe. Il s'agit bien plutôt de défense salariale et de résistance à la prolétarianisation usinière, mêlées à l'affirmation d'une fierté de la qualification et du métier²². Les raisons des luddites sont loin de se limiter à la défense de l'emploi, la seule que voulait envisager l'économie politique, pour mieux les disqualifier.

Le cas même des tondeurs, qui paraissait illustrer le plus évidemment la figure de l'opposition aux « tueuses de bras » mérite d'être ré-interrogé. L'explosion luddite surgit après qu'en 1809, au terme de longs débats et

20. E. P. THOMPSON, *La formation*, op. cit., p. 480-481.

21. Une démonstration analogue a été faite par Michael SONENSCHER à propos du refus des chapeliers de passer du poil de castor au poli de lapin : *The Hatters of Eighteenth-Century France*, Berkeley, University of California Press, 1987.

22. C'est la raison pour laquelle on ne doit pas s'étonner qu'au procès des luddites à York, en janvier 1813, tout comme dans les enquêtes parlementaires qui ont suivi, il ait été si peu question des machines (V. BOURDEAU, F. JARRIGE, J. VINCENT, *Les Luddites*, op. cit., p. 67 et 129).

hésitations, le parlement a abrogé toute l'ancienne législation datant du XVI^e siècle, qui encadrait le marché du travail, particulièrement dans la draperie et régula la concurrence, selon l'ordre traditionnel des métiers. Les tondeurs, élite ouvrière hautement qualifiée et de longtemps organisée, sentent les coutumes et valeurs fondatrices du métier menacées. Mais la géographie du mouvement suggère une explication supplémentaire, que je propose ici à titre d'hypothèse, et qui invite à souligner l'importance de l'autonomie de l'artisan au travail. Les bris de machines ont lieu au sud de la ligne Leeds-Halifax, c'est-à-dire dans la zone des *woollens*, la draperie cardée, si nous reprenons les cartes proposées par Pat Hudson²³ : dans ce secteur s'opère au début du XIX^e siècle une transformation du système productif, par le biais d'une intégration verticale accrue. L'ancien système domestique ou *Kaufsystem* recule face à la concentration non seulement commerciale mais aussi technique opérée par les marchands-fabricants, qui se font manufacturiers : le temps de l'usine approche, qui va entraîner la disparition du petit drapier indépendant²⁴. Pour les tondeurs, l'essor d'entreprises textiles plus intégrées, aux mains de manufacturiers puissants, signifie un recul de leur capacité de négociation : le nombre de leurs employeurs potentiels se réduit à mesure que progresse la concentration. Ainsi, ce n'est pas tant à la mécanisation qu'à la mutation d'ensemble de la structure productive, avec l'emprise croissante d'un nombre réduit de puissants manufacturiers, que s'opposent les tondeurs luddites, dans un effort désespéré pour préserver une marge d'autonomie et de négociation. Au contraire, dans l'autre secteur drapier du West Riding, la zone du *worsted* (laine peignée), au nord de la ligne Leeds-Halifax, la structure proto-industrielle était celle du *Verlagssystem* : l'emprise des marchands-manufacturiers était d'emblée plus forte, les tondeurs déjà moins autonomes ; la concentration et la mécanisation se sont faites sans qu'ils puissent résister.

ÉCONOMIE POLITIQUE ET ÉCONOMIE

Si la forme prise par l'action ouvrière, le bris de machines, tend à occulter la variété des raisons d'agir des luddites, elle a évidemment permis à l'économie politique de stigmatiser leur obscurantisme de bêtes de somme. L'argumentaire de base est résumé dans la « lettre aux luddites » publiée par

23. Pat HUDSON, *The Genesis of Industrial Capital. A Study of the West Riding Wool Textile Industry c. 1750-1850*, Cambridge, Cambridge University Press, 1986, p. 28.

24. Rappelons que dans le *Kaufsystem*, le producteur est indépendant : il est propriétaire des outils et de la matière première et vend le produit fini ou semi-fini à un marchand-fabricant qui le commercialisera après avoir fait faire les apprêts par les tondeurs. Au contraire, dans le *Verlagssystem*, le producteur (fileuse, tisserand) est salarié, il travaille pour le compte du donneur d'ouvrage, le marchand-manufacturier. V. BOURDEAU, F. JARRIGE, J. VINCENT, *Les Luddites, op. cit.*, p. 107, reprend les schémas très clairs d'Adrian RANDALL, mais sans souligner que les deux structures proto-industrielles co-existent dans le Yorkshire et sans montrer en quoi les tondeurs peuvent être inégalement affectés par ces différentes organisations de la production en amont de leur intervention.



Le chef des luddites, déguisé en femme, reproduit avec l'aimable autorisation de la Working Class Movement Library (WCML), <http://www.wcml.org.uk>.

Cobbett en novembre 1816 dans le *Weekly Register*: si à court terme, la mécanisation peut évidemment menacer certains emplois, à plus long terme, elle stimulera la production, élargira le marché par un abaissement des coûts, et dès lors, de nouveaux emplois seront créés. Jean-Baptiste Say, Malthus, Ricardo ne disent pas autre chose. Say développe ainsi l'exemple de l'imprimerie, expliquant qu'elle a tué la profession de copiste, mais qu'elle emploie bien plus d'imprimeurs qu'il n'y avait de copistes... Prolongeant l'analyse proposée par Maxine Berg dans *The Machinery Question*²⁵, le chapitre central de Bourdeau, Jarrige et Vincent (sans doute le plus neuf) analyse la culture économique des parlementaires anglais, et montre comment l'économie politique a imposé sa lecture des incidents luddites, disqualifiant toute opposition au « progrès », indissociable du laisser-faire.

En somme, on observe là le transfert de la dialectique infernale du court et du long terme qui avait structuré au XVIII^e siècle le débat sur la liberté de circulation des grains : Quesnay, Turgot et les libéraux pouvaient à bon droit soutenir qu'à terme, la liberté entraînerait des prix plus rémunérateurs, un accroissement de l'investissement et donc de la production, profitant à tous ; mais dans l'immédiat, les consommateurs pauvres n'avaient pas les moyens d'être libéraux, car la liberté des grains signifiait pour eux cherté et faim. La guerre des farines en fournit la démonstration. L'analogie avec la mécanisation et de l'emploi est claire, même si au-delà de la mécanisation, c'est la dérégulation des relations industrielles qui est en cause, et même si derrière l'emploi, c'est l'ensemble des conditions de rémunération et d'organisation du travail qui est visée. Dans tous les cas, à la logique du laisser-faire, les émeutiers opposent celle d'une économie morale populaire. Du reste, les émeutes luddites s'accompagnèrent souvent de révoltes frumentaires, obéissant à des ressorts analogues. Dans l'un et l'autre cas, la foule intervient pour rétablir l'équité.

Les luddites constituent bien une « armée de justiciers », pour reprendre les termes d'E. P. Thompson : ils s'accrochent au rempart de la coutume et de la loi. Kevin Binfield souligne combien ils se posent en redresseurs de torts, ils se voient en restaurateurs des libertés et droits anciens bafoués. À la logique du laisser-faire, ils tentent d'opposer ce que E. P. Thompson puis Adrian Randall ont appelé une « économie morale populaire » qui, soulignons-le, n'est pas conçue comme l'opposé du marché²⁶. À l'encontre de certaines interprétations abusives, il faut rappeler que l'économie morale ne procède pas d'un refus du marché ; il s'agit bien plutôt d'assurer des conditions égales d'accès au marché,

25. M. BERG, *The Machinery Question and the Making of Political Economy*, Cambridge, Cambridge University Press, 1980.

26. E. P. THOMPSON, « L'économie morale de la foule dans l'Angleterre du XVIII^e siècle (1971), trad. fr. in E. P. THOMPSON, Florence GAUTHIER et alii (éd.), *La guerre du blé au XVIII^e siècle*, Montreuil, Éditions de la Passion, 1988, p. 31-92 ; Adrian RANDALL, *Before the Luddites. Custom, Community and machinery in the English Woollen Industry, 1776-1809*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991 ; Adrian RANDALL, Andrew CHARLESWORTH (eds.), *Moral Economy and Popular Protest. Crowds, Conflict and Authority*, Basingstoke, Palgrave, 2000.

et une juste rémunération à travers une concurrence jugée loyale : où l'on retrouve les notions de juste prix et de juste salaire, garanties par la coutume, la loi ou la pression communautaire²⁷. Autant de principes largement partagés, qui expliquent le large soutien apporté aux luddites par les populations des districts manufacturiers concernés.

DU BRIS DE MACHINE AU «LUDDISME»

Reste à comprendre ce qui a fait l'unité et la spécificité du «luddisme». Car on l'a dit, il y a eu, et il y aura encore d'autres briseurs de machines dans l'histoire anglaise. La difficulté est redoublée si l'on admet qu'au-delà du geste commun (brandir le marteau Enoch qui brise la machine), les motifs précis d'action des ouvriers révoltés sont très divers, ces derniers se trouvant inscrits dans des rapports sociaux et des organisations du travail qui, dans le détail, s'avèrent bien différents. Les trois métiers concernés, dans les trois régions touchées par le mouvement luddite, ne peuvent pas mobiliser les ressorts de la coutume et du métier de la même façon²⁸. Les bonnetiers des Midlands invoquent leurs statuts de 1663 : dénonçant la trahison des autorités, ils ne se voient pas en opposants mais en légitimes défenseurs d'une longue tradition de métier. Les tondeurs du Yorkshire se sont longtemps abrités derrière la loi : le *Statute of Artificers* d'Elizabeth, réglementant l'apprentissage pour les métiers de la laine, et la loi d'Edward VI prohibant en 1552 l'usage des *gig-mills* (quand bien même les laineuses mécaniques de 1810 avaient peu à voir avec les moulins à lainer dont il avait été question en 1552). Mais l'abrogation définitive de tout cet héritage législatif en 1809 a ruiné tout espoir de bataille sur le terrain légal. Ne reste alors que la résistance de type syndical, appuyée sur l'expérience de l'organisation inter-régionale fondée en 1796, la *Brief Institution*, destinée à tenter de contrôler l'entrée sur le marché du travail des ouvriers jugés «illégaux»²⁹. Les tisserands de Manchester, enfin, ne disposent d'aucune de ces ressources : paysans-ouvriers récemment venus au travail du coton (tout comme leurs employeurs, du reste, guère plus enracinés dans ce secteur), ils vivent dans un environnement vierge de toute tradition de métier, ce qui contribue aussi à accroître la distance sociale entre patrons et ouvriers, qu'aucune référence à un passé corporatif ne vient combler. De surcroît, l'entrée massive dans la profession, étant concomitante des *Combination acts* prohibant toute association ou coalition, a sapé toute possibilité d'«inventer» une tradition collective de métier³⁰.

27. Il faudrait poursuivre la discussion critique engagée par John BOSHSTEDT, «The moral economy and the discipline of historical context», *Journal of Social History*, 26/2, hiver 1992, p. 265-279.

28. Voir la présentation synthétique que donne K. BINFIELD dans son introduction générale.

29. A. RANDALL, *Before the Luddites*, *op. cit.*

30. John BOSHSTEDT, *Riots and Community Politics in England and Wales, 1790-1810*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1983, essentiellement consacré au cas du Lancashire, en fait. Cf. chap. 3, 6 et 7.

Comment une telle diversité a-t-elle pu se nouer en un même mouvement appelé luddite? La réponse proposée par K. Binfield (et reprise par Katrina Navickas) est nette: l'unité du «luddisme» tient à la propagation d'un langage unificateur suffisamment puissant pour imposer une figure de ralliement commune, fût-elle mythique: Ned Ludd³¹.

Le nom de Ludd ne sert pas seulement à retourner l'image négative du casseur en fierté bravache, ni à effrayer les manufacturiers que l'on veut impressionner en faisant croire à l'existence d'un chef mystérieux et ubiquiste (figure 2). Selon K. Binfield, il remplit deux fonctions aux effets analogues mais distinctes selon les régions concernées. Utilisé comme «éponyme», le référent «Ludd» permet de redonner un visage à un élément masqué ou rendu moins légitime par les évolutions économiques récentes: dans les Midlands, ou parmi les tondeurs du Yorkshire, Ludd incarne et fait vivre le code moral coutumier du métier. Il établit même une sorte de liaison entre cette tradition sociale et le radicalisme, quand des militants radicaux investissent le mouvement d'un sens politique élargi, à la faveur de la dynamique de l'action: c'est ce que montre l'étude d'Alan Brooke et Lesley Kipling sur Huddersfield, dans le West Riding³². Le nom de Ludd peut aussi fonctionner, nous dit Binfield, sur un registre métonymique: il cristallise alors des éléments disparates, leur donne une unité par l'application de cette appellation commune. Ce serait le cas dans les zones cotonnières du nord-ouest, où la main-d'œuvre nouvellement venue à l'activité manufacturière se trouve dépourvue d'unité et de tradition de métier. Plus largement, cet effet métonymique aurait joué à l'échelle des différents mouvements luddites régionaux, dont l'unité serait venue précisément de l'emploi de cette référence partagée.

Sans souscrire nécessairement à l'outillage conceptuel mobilisé par Binfield, on peut être tenté d'explorer la piste proposée, qui s'apparente à ce que Roger Dupuy appelle une «politique du peuple»³³, qui ferait de Ned Ludd un autre John Bull, un John bull défenseur des valeurs communautaires et de l'éthique du métier face à la dérégulation manufacturière opérée par le nouveau capitalisme usinier. Comme l'écrit Katrina Navickas, le général Ludd était le pendant de John Bull, la face négative d'une défense patriotique qui revendique une identité nationale populaire³⁴.

On peut alors risquer une analogie avec ce que Steven Englund appelle le «parler-en-nation» (*nation-talk*), c'est-à-dire le langage de la légitimité nationale, populaire, d'en-bas, opposée à celle de l'élite et des gouvernants en

31. Katrina NAVICKAS, «The search for "General ludd": the mythology of Luddism», *Social History*, 30/3, august 2005, p. 281-295.

32. Alan BROOKE, Lesley KIPLING, *Liberty or Death: Radicals, Republicans, and Luddites, 1793-1823*, Honley, Workers History Publications, 1993.

33. Roger DUPUY, *La politique du peuple. Racines, permanences et ambiguïtés du populisme*, Paris, Albin Michel, 2002. Les définitions proposées par l'auteur appellent sans doute des réserves, mais il pose un problème qui mériterait une plus ample discussion, associant historiens, sociologues et politistes.

34. K. NAVICKAS, art. cit., p. 288.

place³⁵. Dès lors, ce ne serait pas simplement Ludd qui parlerait pour le peuple, mais le peuple qui parlerait «luddite».

Hypothèse suggestive mais qui, comme celles de K. Binfield et de K. Navickas, suppose de pouvoir identifier plus précisément les médiations par lesquelles s'opère l'articulation entre le langage de la communauté, des droits coutumiers, et le langage du radicalisme à la Thomas Paine, dont E. P. Thompson disait qu'il ressortissait à une tradition souterraine sous-jacente qui aurait fortement contribué à l'élaboration du langage luddite. Le matériau rendu disponible par K. Binfield s'offre à qui voudra poursuivre l'investigation, tandis que la synthèse proposée par Bourdeau, Jarrige et Vincent fourmille de pistes stimulantes.

* * *

Au total, il semble bien que si l'Histoire a retenu l'image emblématique des bris de machines, et escamoté l'ensemble des motifs complexes qui guidaient l'action des «luddites» autoproclamés, c'est que les ouvriers eux-mêmes avaient voulu frapper les esprits, en brandissant la menace de leur lourd marteau, Enoch, la puissance destructrice guidée par un géant, le général Ludd, défenseur de la communauté et de ses valeurs. Si, au regard de l'historien, les néo-luddites contemporains vont un peu vite en besogne, forçant l'analogie, il reste que ni les bris de machines du début du XIX^e siècle, ni les mises en cause du XXI^e siècle ne sauraient être renvoyés à la figure paresseuse d'un «refus du progrès». La question technologique demeure au centre de l'interrogation historique et démocratique.

Philippe MINARD

Université Paris 8

IDHE, CNRS-UMR 8533

Département d'histoire

2 rue de la Liberté

93526 Saint-Denis cedex

philippe.minard@ens.fr

35. Steven ENGLUND définit le «parler-en-nation» comme «le recours à l'argumentaire politique invoquant la nation comme principe de légitimité politique opposable au pouvoir en place»: «“N'est national qui veut”: du bon usage de la «nation» par les historiens», *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, 53-2, p. 169. Plus largement, voir «Note critique. De l'usage de la Nation par les historiens, et réciproquement», et «L'histoire des âges récents. Les France de P. Nora», *Politix. Travaux de science politique*, n° 26, deuxième trimestre 1994, p. 141-158 et p. 159-168.